

ANNE-MARIE de PERETTI - 15 Décembre n° 3

Débat sur la violence

Le Président BUCCHINI

La parole est à Michel STEFANI.

Michel STEFANI

Je vous remercie M. le Président.

Chers collègues,

Les dramatiques convulsions qui secouent la Corse de plus en plus violemment sont la traduction de la déliquescence de la société insulaire et la confirmation de l'impasse terrible dans laquelle elle s'enfonce sous l'effet d'une violence armée multiforme depuis trente ans. A la place où nous nous trouvons, celle d'élus, de dirigeants de parti politique, il est indispensable de comprendre afin d'agir efficacement pour stopper ce sinistre cheminement sans considérer que notre action puisse se substituer à celle de la justice. Evaluer, diagnostiquer, identifier, analyser les ressorts et la nature de ces processus implique, non pas d'être insensible à la douleur, à la barbarie dont font preuve les auteurs de tels actes, mais de prendre le recul nécessaire pour ne pas céder à l'émotion, à la colère et en définitive en rester soit à la condamnation éplorée de faits insupportables, soit, au contraire, à stimuler l'esprit de vengeance au détriment de la justice.

Pour ces raisons vous avez, à juste titre M. le Président, fait le choix d'organiser ce débat et je trouve, pour ma part, regrettable que par ailleurs le Président du Conseil Général de Corse du Sud, compte tenu des responsabilités qui sont les siennes, puisse le dénaturer, sans y participer de surcroît, sinon à travers un communiqué rendu public ce matin aux accents de dérision se référant à Marx, au risque de se diminuer lui-même face à la pensée révolutionnaire plus que jamais d'actualité du grand philosophe.

Cela étant bannissons les clichés convenus et à ceux qui s'interrogent sur la violence de classe, je les invite à se replonger dans la lecture de *Germinal* pour comprendre la révolte des exploités. La violence dont il est question a certes des aspects de classe s'agissant de la Corse, elle

n'est ni sur Internet, ni sur Canal +, elle est à nos côtés. Pour autant, elle n'a rien d'atavique, donc rien de définitif. L'individu ne naît pas violent, il le devient et ce quel que soit le lieu où il vient au monde. De même il est nécessaire de ne pas idéaliser ou mythifier des comportements qui, en l'occurrence, n'ont rien d'honorable. Le gangstérisme ne repose sur aucun code de l'honneur, sinon sur la cupidité et une donnée intangible : la fin justifie les moyens.

Abattre un homme, c'est-à-dire décider arbitrairement que la vie humaine n'a pas plus de valeur qu'une machine à sous, un investissement immobilier, un kilo de drogue, ou la représentation qu'il incarne (et je pense au Préfet ERIGNAC) est un acte, une décision d'une gravité extrême. Pour autant, au fil des assassinats, hors drames passionnels, ils se comptent en centaines depuis vingt ans, une forme de banalisation s'est installée qui renforce le sentiment de fatalité, d'impuissance du citoyen comme d'inefficacité des pouvoirs publics.

Sans parler de la sauvagerie et du danger imposés à la population, pour en définir la caractéristique, la Corse est confrontée à une dérive de type mafieux qu'il faut stopper impérativement. Les statistiques, les comparaisons avec d'autres régions aident à la réflexion mais n'expliquent pas à elles seules comment la dégradation de la société insulaire a pu atteindre un tel niveau. Le nombre de tentatives ou d'homicides commis en Corse ramené à une population plus importante fait frémir certes, mais cette approche souvent médiatisée ne peut remplacer une analyse sérieuse des raisons objectives qui y conduisent.

Disant cela il est évident, à nos yeux, que la responsabilité première incombe à ceux qui s'inscrivent dans les structures du crime organisé et surtout que leurs comportements doivent être sanctionnés sans complaisance. C'est le sens que nous avons donné à la demande, acceptée par le Conseil municipal de Bastia, d'inscrire dans la toponymie des rues de la ville le nom du juge Falcone comme une référence de ce nécessaire combat contre le crime organisé en Corse et l'affirmation de notre soutien aux magistrats qui ont la charge dans notre pays de mener ce combat comme aux avocats dont nous partageons aujourd'hui les inquiétudes quand le Gouvernement pousse les principes ici d'une justice anglo-saxonne.

En même temps, l'Etat se doit d'être en mesure d'assumer les responsabilités, découlant de ses prérogatives régaliennes, avec les moyens ordinaires mais suffisants pour aboutir, autant que faire se peut, à l'impérative élucidation des affaires criminelles dont l'instruction et la

sanction dépendent de la justice. La réduction permanente des moyens de la police et de la justice a un impact, c'est indéniable, sur l'efficacité nécessaire de ce point de vue à la manifestation de la vérité comme à la réparation du préjudice imposé aux victimes.

L'homme désire une société où il soit à sa place, où il tienne un rôle, où s'explique le sens de son existence et de sa conduite, où il puisse coordonner son action avec ses buts, ses buts avec ses valeurs, ses valeurs avec ses connaissances. En Corse, ce désir se retrouve dans la forte aspiration à vivre dignement dans une société paisible, de citoyens librement associés, respectueux des règles indispensables au bon fonctionnement de la cité et garantes de la qualité des rapports sociaux. Inversement, il y a un terreau fertile à toutes sortes de dérives dans la remise en cause des principes républicains et les désastres humains causés par la précarité, la pauvreté et n'en déplaise à certains, au culte de l'argent roi.

Pour ce qui nous concerne, nous pensons que le modèle de développement économique retenu depuis 25 ans n'est pas neutre. C'est sur la promotion exclusive du tourisme, puis du tourisme de luxe, de la désanctuarisation que prospère la spéculation, laquelle ouvre les appétits sur fond d'inégalités sociales accrues. Le modèle économique de la Corse, ainsi dépourvu d'un secteur industriel, est par essence spéculatif. Cette fragilité l'expose plus encore à la pénétration de l'économie souterraine.

De même l'indépendance de l'administration, qui repose sur le non démantèlement de la fonction publique, est un atout contre l'infiltration des sphères décisionnelles par cette économie parallèle. La proximité du politique et de l'entreprise, pour ne pas dire des affaires, est ici un problème d'autant plus aigu que la Corse est soumise, dans le cas des appels d'offres aussi, au handicap de l'insularité, autrement dit des positions dominantes locales. C'est pourquoi nous sommes, pour notre part, favorables au maintien et aux attributions de la Chambre Régionale des Comptes dans ses fonctions. La commande publique qui soutient, à elle seule, la croissance insulaire depuis une décennie est convoitée au même titre que l'enveloppe de continuité territoriale sur fond de compétitivité entre les hommes et les territoires à l'opposé des principes républicains de solidarité nationale et de coopération mutuellement avantageuse.

Cette compétition libérale qui creuse les déficits budgétaires de pays comme la Grèce, l'Irlande et demain de l'Espagne, ne peut qu'aggraver la situation de la Corse dont le marché, au sens de sa définition capitaliste, est inexistant. La démographie explique pour une part cette

faiblesse, mais le niveau des importations douze fois plus important que les exportations en donne toute l'ampleur. Voilà les raisons qui nous conduisent à réclamer depuis 30 ans un développement industriel créateur d'emplois stables, correctement rémunérés, une fiscalité juste et efficace plutôt que la zone franche dont on dit au mieux qu'elle a permis de reconstituer les trésoreries des entreprises par l'exonération de l'impôt sur les sociétés comme celle des gros détenteurs de patrimoines sur les droits de succession.

Un homme privé d'emploi, de logement, de protection sociale, de soins est légitimement en droit de s'interroger sur le véritable sens du mot citoyen dans une société où les inégalités galopantes se mesurent au nombre de contributeurs à l'ISF inversement proportionnel au nombre de ménages dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté. J'attire votre attention ici sur le dernier rapport de l'Observatoire National de la Pauvreté qui situe encore notre région en tête des régions de France métropolitaine avec un taux de pauvreté de 19,3 %. Pour les révolutionnaires de 1789, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen se fondait sur un principe universel « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » et la visée d'une modernité indiscutable contenue dans la devise républicaine essentielle Liberté Egalité Fraternité. Nous en sommes loin et la logique libérale, en creusant le sillon de l'individualisme, détruit la conscience personnelle d'appartenir effectivement à une communauté d'êtres humains librement associés par un projet collectif appelé à rendre le peuple souverain et ainsi à garantir l'intérêt général.

Voilà pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire non pas de définir une « citoyenneté corse », mais de faire en sorte qu'il y ait plus de citoyenneté en Corse, plus de transparence et de démocratie qui en sont inévitablement les corollaires. La Corse apaisée et réconciliée à laquelle l'immense majorité des Corses aspire implique ainsi de mettre fin à la menace de fragmentation de la société insulaire et de lever cet étouffoir que constitue la violence armée. La violence clandestine ou la prégnance du gangstérisme dans notre société font, en effet, obstacle à cette volonté populaire légitime d'apaisement, à la nécessaire intervention citoyenne revendicative et démocratique pour réduire justement la fracture sociale.

La prolifération des armes est ici un problème grave. Si l'instrument ne détermine pas l'acte de celui qui s'en sert, dans le contexte actuel, de perte des repères indispensables au vivre ensemble, les risques sont décuplés et les infractions au cadre légal de la détention d'arme viennent en rajouter. On ne peut faire abstraction de cette réalité, sauf à sous-estimer la situation et par la même à en stimuler les effets pervers.

Tous les détenteurs d'armes ne sont pas des assassins, c'est une évidence, mais il y a un effort de pédagogie, notamment auprès des jeunes, à réaliser pour réduire ces risques, sinon à néant, en tout cas le plus possible.

L'idée c'est de transmettre aux générations futures une société généreuse et solidaire où le culte des armes céderait devant celui du vivre mieux ensemble. Dans cet esprit, M. le Président de l'Exécutif, le budget de la collectivité, réorienté vers une politique sociale, doit proposer aux jeunes et aux moins jeunes, un cadre de vie nouveau, un épanouissement individuel sportif, culturel et familial porteur d'avenir. La priorité doit être donnée à la réponse aux besoins vitaux de chacun, à assurer une activité socialement utile en harmonie avec la dimension écologique et le respect de la personne humaine sans lesquels il ne peut y avoir de développement durable.

Cher(e)s collègues, Monsieur le Président, la volonté partagée d'avoir en ce lieu, symbole de la démocratie et des valeurs républicaines, ce débat, implique à l'égard des nombreux auditeurs qui l'ont attendu avec une certaine impatience, de donner un signe politique fort à l'opinion en lançant de notre Assemblée aujourd'hui un appel solennel au démantèlement des bandes armées. Son retentissement – notre groupe qui le fait en est convaincu - contribuerait au nécessaire sursaut populaire et citoyen afin d'écrire enfin cette page politique nouvelle qu'attend la Corse et notre peuple dans sa diversité.

Le Président BUCCHINI

Merci. La parole est à Gilles.

M. Gilles SIMEONI

Merci M. le Président.

M. le Président,
Chers collègues,
Cari amichi,

La violence de la société corse nous interpelle tous, elle nous inquiète, elle nous fait peur, quelquefois elle nous désespère pour nous et peut-être aussi surtout pour ceux qui vont venir après nous. Ces sentiments nous les ressentons avec la même force et avec la même acuité quels que soient les bancs sur lesquels nous siégeons.

La société corse est une société objectivement violente.

Si l'on se risque à tenter une typologie, il faudra d'abord parler de la violence politique, même si aujourd'hui elle n'est pas au cœur de notre débat.

La première violence politique n'est pas celle des nationalistes clandestins, la première violence politique qui s'est exercée dans ce pays depuis que la France y a assis sa suprématie est une violence d'Etat menée au service d'une politique, c'est une violence politique.

A cette violence politique a répondu une autre violence politique, celle de ceux qui, au nom d'une certaine conception du peuple Corse, ont considéré qu'il n'y avait pas d'autre choix que celui de prendre les armes.

Ce débat là, la société corse l'a sous des formes diverses depuis des années et peut-être même depuis des décennies. Nous savons ce que les uns et les autres nous en pensons et je crois que nous savons aussi quel est le seul moyen d'en sortir.

Le seul moyen d'en sortir, c'est par la construction d'une solution politique, d'une acceptation commune de la recherche de la convergence. Nous savons que le chemin est là et nous savons aussi, et nous le savons aujourd'hui avec une acuité encore plus marquée, que ce débat sur les violences politiques qui longtemps a obscurci notre réflexion, n'était en fait qu'un élément parmi d'autres, certes important, peut-être même déterminant, mais un élément parmi d'autres de ce qu'il fallait intégrer pour essayer de comprendre comment et pourquoi cette société qui est la nôtre dysfonctionnait et surtout essayer de comprendre comment et pourquoi nous pourrions utilement y remédier.

Nous l'avons tous compris et vous le premier, M. le Président de l'Assemblée, puisque dans la méthode que vous nous avez proposée, vous avez insisté, et vous avez eu raison de le faire, pour dire qu'il fallait que nous réfléchissions ensemble sur toutes les violences : la violence politique, les violences politiques, mais aussi parce qu'elles nous interpellent à des degrés différents mais avec la même force, sur tous ces stigmates purulents que nous donne à apercevoir la société corse, cette petite et moyenne délinquances qui nous étonnent : braquages au quotidien, menaces, passages à l'acte facilités, ces affrontements intercommunautaires qui nous inquiètent, ce sont nos enfants.

Ce sont nos enfants que nous voyons grandir ensemble et qui, à la maternelle et au primaire, jouent, s'amuse, échangent Corses d'origine insulaire, Corses d'origine continentale, Corses d'origine maghrébine, Corses d'origine portugaise, ces enfants qui dans les cours de récréation jouent ensemble et qui quelques années plus tard au collège, nous retrouvons face à face bandes d'origine corse, bandes d'origine maghrébine, bandes d'origine portugaise qui s'affrontent et je vous le dis, nous le savons, qui risquent d'avoir à s'affronter de façon encore plus violente si nous n'apportons pas des réponses politiques.

Violences intercommunautaires, violences débridées aussi, vous l'avez dit, violences sur des femmes, violences sur des personnes âgées, maltraitance sur des enfants. Il y a dans cette Assemblée des gens qui travaillent dans les secteurs sociaux. Nous savons, même si souvent ces chiffres sont souvent tus, que la courbe tendancielle de ce type de comportement est en train de s'aligner sur les régions les plus criminogènes de l'ensemble hexagonal. On maltraite les enfants en Balagne ou dans le Niolu comme on les maltraite dans le Pas-de-Calais de la même façon, statistiquement avec la même intensité.

Il y a enfin la violence du grand banditisme qui, ces dernières semaines, s'est déchaînée, qui ne laisse - et c'est un euphémisme - personne indifférent, parce que outre qu'elle est une société - et je crois l'avoir rappelé, nous le savons tous - objectivement violente, la société corse est aussi une société de grande proximité. La closure de l'insularité, la faiblesse démographique font que chacun de ces drames qui se sont joués ces dernières semaines nous interpellent directement. Ils nous interpellent directement et il y a dans cette Assemblée ou dans les bancs du public nombreux, les personnels de la CTC, des femmes et des hommes qui écoutent ce débat, qui l'écoutent avec une grande dignité dans le silence et qui dans les semaines, ou dans les mois, ou les années passées ont eu à porter en terre leur époux, leur père, leur fils.

Mais comme la société corse est une société de proximité, ces victimes sont les nôtres et ces auteurs sont aussi les nôtres. Et lorsque l'auteur est des nôtres, quel que soit le banc sur lequel nous siégeons, quelle que soit notre trajectoire, quelles que soient nos prises de positions publiques, nous retrouvons en tout ou en partie les solidarités familiales, villageoises, amicales, nous retrouvons les solidarités que nous étions dans les discours convenus, dans les discours de tribune si prompts à dénoncer.

Donc la situation est extrêmement complexe, elle participe d'une temporalité étagée (le court terme, le moyen terme, le long terme et

l'histoire) et c'est dans ce contexte-là, ce contexte dramatique que vient ce débat.

Nous avons, les uns et les autres, beaucoup réfléchi, nous avons discuté au sein de nos groupes, nous avons discuté avec nos entourages. Il me semble – et vous me direz si je me trompe – que nous avons, d'ailleurs parfois chez les mêmes, retrouvé deux sentiments :

Le premier, c'était celui du scepticisme, un débat de plus, il y en a eu d'autres, des mots de plus et pourquoi ? *Per nunda, ùn c'emu micca da sorte, ùn ci pudemu micca sorte, anu da parlà chjachjare*, nous l'avons tous entendu !

Et puis dans le même temps qu'il y a le scepticisme, il y a, me semble t-il, l'attente et l'espoir, parce que confusément nous sentons bien que nous n'avons pas le droit de continuer à assister en spectateurs impuissants, quelquefois désabusés et cyniques, à la déliquescence de cette société. Et puis l'espoir aussi parce que, me semble t-il, et j'en viens au cœur de nos propositions, nous ne pouvons pas aborder ce débat sans avoir à l'esprit le message que nous a fait passer la société corse, notamment lors des dernières élections territoriales.

Je crois que nous manquerions aux responsabilités qui sont les nôtres si nous devions aborder ce débat d'aujourd'hui et les prolongements qu'il aura, nous l'espérons, dans les prochaines semaines ou dans les prochains mois, nous manquerions à nos responsabilités si nous devions aborder ce débat et ses prolongements futurs dans des attitudes politiciennes, dans des calculs tactiques, dans des postures figées, nous n'aurons pas raison les uns contre les autres.

Si vous nous parlez de la violence des armes chez les nationalistes, nous pourrions vous répondre la violence des urnes malmenées.

Si vous nous dites vos comportements ont contaminé la société corse, nous pourrions vous répondre ce sont les autres comportements qui ont fait que cette société a perdu le sens de la démocratie.

Si vous nous dites historiquement, vous nous avez entraînés sur des chemins de travers, nous pourrions vous répondre, la Corse n'a pas le déterminisme de la démocratie ou de l'anti-démocratie, la Corse n'a pas de leçon à recevoir en matière d'esprit républicain. Lorsqu'il a fallu attendre 1948 pour que les femmes aient le droit de vote, nous Corses et patriotes

indépendants nous l'avions donné dans une Corse méditerranéenne, société rétrograde, agro-pastorale en marge de la civilisation. Eh bien ceux qui se revendiquaient de l'idéal de la patrie Corse avaient donné le droit de vote aux femmes.

Je parle au conditionnel parce que je crois fondamentalement que si devons adopter ces attitudes, alors là oui pour le coup nous reproduirions les schémas anciens ; là oui pour le coup ceux qui abordaient ce débat avec scepticisme auraient eu raison.

Nous (je parle du groupe Femu a Corsica, mais je sais que cette volonté est partagée, je le pense sincèrement, dans tous les autres groupes) nous avons la volonté forte, déterminée que ce débat soit un nouveau point de départ ; qu'il soit un nouveau point de départ et qu'il soit le signal lumineux que les Corses attendent de ce qu'il n'y a pas de fatalité de la violence, il n'y a pas de fatalité des drames, cette terre n'est pas condamnée aux oppositions, cette terre n'est pas condamnée aux *vindette*, ce n'est pas vrai.

Alors un nouveau point de départ, cela suppose à la fois une philosophie et une méthode.

La philosophie, à notre sens, est celle d'une véritable éthique du dialogue. L'éthique du dialogue, ce n'est pas simplement attendre patiemment son tour pour asséner ses propres certitudes. L'éthique du dialogue c'est avoir des convictions mais être prêt à entendre que l'autre en a aussi. L'éthique du dialogue vrai est un cheminement qui fait que j'accepte de ne pas avoir raison sur tout, j'accepte de faire un pas vers l'autre et en contrepartie de ce pas vers l'autre, l'autre fait un pas vers moi.

C'est cela que les Corses fondamentalement attendent de nous, je le crois profondément, nous le croyons profondément, l'éthique du dialogue vrai et de la responsabilité. La démocratie, non pas comme un argument stérile invoqué au détour d'un communiqué pour opposer à l'autre ses turpitudes réelles ou supposées pour se prévaloir d'un drapeau qu'il soit tricolore ou à tête de Maure, dans lequel les uns et les autres nous nous drapons. La démocratie comme objectif, la démocratie comme partage, la démocratie comme moyen de nous écouter.

Voilà ce que nous, nous souhaitons partager avec toutes celles et ceux qui sont ici.

Et puis une méthode. Le caractère apparemment hétérogène des différentes manifestations de cette violence qui mine la société corse peut quelquefois désarçonner l'analyse. Je crois que si l'on s'en donne les moyens, nous pouvons apporter des réponses.

Nous voudrions vous proposer d'ores et déjà, mais la liste ne sera pas exhaustive et surtout il ne s'agit pas ici de marquer des points, il s'agit de réfléchir ensemble et d'agir ensemble, au moins trois pistes de réflexions.

La première piste, c'est ce qui relève de notre propre domaine de compétences au sens juridique du terme, même si je dois dire que, effectivement, nous pensons qu'il est normal, légitime et naturel que l'Assemblée de Corse, qui est le réceptacle naturel et le lieu d'expression de la défense des intérêts matériels et moraux du peuple Corse, s'empare de tous les débats qui traversent la société.

Mais pour en revenir à nos domaines de compétences propres, trois points au moins :

Premièrement : la lutte contre le port d'arme

La lutte contre le port d'arme doit être effectivement une priorité, nous devons le faire, non pas sous l'angle de la répression qui ne nous appartient pas, mais sous l'angle de l'éducation. Il faut mettre des moyens financiers, humains, il faut réfléchir avec les partenaires que sont (vous l'avez dit M. BASTELICA) les syndicats de parents d'élèves, le Rectorat, les enseignants dans le primaire, dans le secondaire, à l'université de Corse pour expliquer qu'il n'y a pas de place dans une société pour le culte des armes.

Deuxièmement : la lutte contre la toxicomanie

La toxicomanie est en train de devenir en Corse comme ailleurs, mais en Corse plus qu'ailleurs, un phénomène d'une gravité extrême. Je vous invite à discuter avec vos enfants, avec vos neveux, avec les jeunes de votre entourage. Ce qui se passe depuis quelques mois, c'est une accélération prodigieuse de la polytoxicomanie de la vente dans les établissements scolaires, à l'université de Corse, dans tous les lieux où il y a la jeunesse. C'est un problème complexe qui passe par la répression aussi, c'est un problème de société, mais notre Collectivité Territoriale doit avoir une action forte, déterminée pour aller là où sont les jeunes, là où

vivent les jeunes, là où grandissent les jeunes pour dire que ce chemin-là, il ne faut pas le prendre.

Troisième point. J'ai parlé à dessein des affrontements intercommunautaires. Bien sûr qu'il n'y a qu'une seule réponse à avoir, c'est la réponse politique de fond, c'est la réponse politique de la justice sociale, c'est la réponse politique de logement, c'est la réponse politique de l'intégration et là aussi, notre langue, notre culture comme facteurs historiques d'intégration, ce qui a fait que pendant des siècles cette Corse a fabriqué des Corses, nous pouvons agir.

Donc premier point, ce qui relève de notre domaine propre de compétences.

Deuxième point, notre pouvoir d'adaptation et là, je dis deux mots sur le problème central, me semble t-il, de la séance d'aujourd'hui, en tout cas ce qui vous a conduit à décider de la séance d'aujourd'hui : le problème du grand banditisme ; le problème d'une collusion réelle présumée ou suspectée entre cercles politiques, banditisme, pouvoir économique. Il y a une réalité objective, c'est qu'en Corse l'argent public tient une place essentielle et que nous devons, dans le respect des procédures et de la loi, avoir une vigilance toute particulière sur la façon dont est distribué et géré cet argent public.

La Chambre Régionale des Comptes existe, elle est effectivement un outil irremplaçable, il n'est pas envisageable que dans le contexte qui est celui de la Corse aujourd'hui, que cet outil soit supprimé. Mais nous pouvons aussi réfléchir à améliorer cet outil, à faire que, puisque la CTC est une Collectivité spécifique en complément de cette Chambre Régionale des Comptes ou au sein même de la Chambre Régionale des Comptes, le contrôle politique de l'ensemble des groupes des élus de l'Assemblée de Corse puisse s'exercer ; c'est normal, naturel et légitime.

Troisième et dernier point, cette société ne produit plus de sens. Toutes ces manifestations apparemment hétérogènes d'une violence qui nous paralyse et qui nous envahit est l'expression de ce que notre société ne produit plus de sens. Alors le sens, c'est celui des valeurs, on en a souvent parlé : la générosité, la solidarité, la tolérance, l'intégration, essayons de les vivre non pas comme des produits de campagne électorale, mais comme des boussoles véritablement pour l'action et pour la décision, égalité entre les hommes et les femmes, égalité entre les territoires, solidarité sociale, accès au logement, documents essentiels qui nous attendent : le PADDUC, les choix économiques, c'est vrai, il va falloir faire des choix politiques. Le

sens, pour certains ici, c'est le pacte républicain, mais ceux qui nous parlent de pacte républicain, nous disent aussi qu'ils ne voient pas d'obstacle à ce que dans ce pacte républicain la Corse conserve son originalité, ses spécificités, sa langue et sa culture, dont acte.

Pour nous le projet, vous le savez, c'est le projet national. Pour nous, ce qui fait sens, c'est de faire que cette petite île, ce petit pays, ce petit peuple, dans le concert des peuples, il ait sa voie, il ait sa langue, il ait droit à la défense de ses intérêts, il intègre, il s'ouvre, il réfléchit à des partenariats avec la France, avec l'Europe, avec la Méditerranée. Mais de ce projet national-là, l'Etat ne s'est exclu jusqu'à aujourd'hui que parce qu'il avait le visage de la fermeture, il avait le visage du refus.

Alors nous avons la faiblesse de croire que dans ce projet que nous allons construire ensemble dans les mois et les années à venir, entre les tenants du pacte républicain et les tenants du projet national, nous pensons qu'il peut y avoir des convergences et que ces convergences-là se feront au profit de notre peuple.

Le Président BUCCHINI

Merci. La parole est à Jean-Baptiste.

M. Jean-Baptiste LUCCIONI

Merci M. le Président.

Tout d'abord, comme beaucoup de mes collègues, je dois vous dire, comme l'a dit Gilles juste avant moi, que ma première réaction a été quand même le scepticisme sur l'utilité et les finalités d'un tel débat, d'autant plus que plusieurs débats sur ce thème avaient déjà montré les limites de notre champ d'intervention politique.

Comment et pourquoi nous immiscer dans ce qui est un des premiers domaines régaliens de l'Etat, je parle bien sûr de la sécurité, qui n'entre pas dans le cadre de nos compétences ?

Et que pouvons-nous apporter comme réponses à ces graves problèmes de société quand l'Etat et le Gouvernement font eux-mêmes la preuve quotidienne de leur impuissance ?

Existent-ils par ailleurs des spécificités insulaires en matière de violence et d'insécurité, une sorte de dérogation au droit commun national,

que nous devrions reconnaître et auxquelles notre Assemblée pourrait répondre concrètement ?

Je rappellerai simplement que la Corse est aujourd'hui sous l'emprise de deux juridictions d'exception, l'antiterrorisme et la JIRS, dont les garanties démocratiques sont tout sauf évidentes et que l'île compte un nombre de fonctionnaires de police et de gendarmerie par habitant largement supérieur à la moyenne.

Les violences de toutes natures disparaissent-elles pour autant ?

Je pense, M. le Président, que ce débat est la preuve que ce n'est pas le cas !

Il pourrait bien sûr être facile de rappeler une fois de plus et de manière incantatoire que le cadre de notre société est celui d'un Etat de droit, que des lois existent, et qu'au même titre que les valeurs républicaines, elles doivent être respectées par tous, et que c'est à l'Etat à travers ses pouvoirs de police et de justice d'en faire respecter les principes.

Il pourrait être facile également d'opposer la violence politique à celle d'un Etat qui s'est arrogé le monopole de la violence légitime et qui ne l'exerce pas toujours dans le plus grand respect des valeurs démocratiques qu'il prône pourtant avec fermeté à l'égard de certains de nos concitoyens.

Enfin, il pourrait être encore plus facile de tomber dans une caricature de débat véhiculant tous les clichés et les fantasmes dont la Corse est porteuse depuis des générations. Encourager la stigmatisation d'une île criminogène dont nous serions à la fois les acteurs complices et les spectateurs impuissants par fatalisme et héritage, que ce soit à travers notre fascination pour les armes, la propension à nous faire justice nous-mêmes, la vendetta, l'omerta, la mafia, le racket, le terrorisme... que sais-je encore ! On connaît le tableau et le talent de certains peintres, y compris insulaires, pour ce genre d'exercice !

Pour autant, devons-nous refuser de regarder la réalité en face, et de voir qu'ici comme ailleurs, les violences sont en augmentation constante et que les maux dont nous avons cru longtemps être exemptés sont quotidiennement présents dans notre vie en société ?

Pouvons-nous constater sans réagir ou en l'imputant à un seul folklore local, que les statistiques nous disent qu'on se tue deux fois plus en

Corse qu'en Bretagne ou dans la Creuse et que la Corse du Sud affichait il y a quelques années un taux d'homicide onze fois supérieur à celui de la Lozère ?

La réponse est bien sûr non.

Face à de tels enjeux de société, il est impossible de nous défausser avec les responsabilités qui sont les nôtres. C'est pour cela que nous sommes présents aujourd'hui, sur ce problème, mes chers collègues, nous ne pratiquerons jamais la politique de la chaise vide.

Les valeurs que nous défendons pour la Corse à Corse Social-Démocrate sont en effet des valeurs universelles de progrès social, de démocratie et de paix sans lesquelles aucune société ne peut prospérer, ni connaître le développement durable et solidaire que nous souhaitons. Le recours à la violence est non seulement la négation même de l'Etat de droit et un déni de démocratie, mais surtout un retour anachronique à une forme de société où la force prime sur le droit et que l'on aurait pu croire définitivement banni de nos sociétés développées.

On peut légitimement s'interroger sur la prolifération de cette violence ou tout du moins sur la généralisation de son emploi dans les domaines les plus divers de notre vie sociale : comme l'ont dit beaucoup de mes collègues, la violence aux biens et aux personnes, la violence routière, scolaire, conjugale, sexuelle, violence verbale et psychologique, violence droit commun, violence politique... violences quotidiennes car tout est violence aujourd'hui et que toutes ces formes de violence alimentent en flux tendus les faits divers et les gros titres des médias nationaux et... régionaux.

Cette violence qui fait recette et nous maintient dans un sentiment d'insécurité permanent, c'est celle que nous renvoie le miroir grossissant et déformant des médias dans une sorte de plébiscite médiatique offert à une opinion publique dont certains n'hésitent pas à instrumentaliser les peurs à des fins politiques. Car la violence et l'insécurité sont un enjeu politique.

Oui les problèmes ne se posent jamais tout seuls, oui ce sont toujours des acteurs politiques qui les posent pour en imposer les termes et en tirer des bénéfices aux yeux de l'opinion. Celle-ci en est même l'enjeu quand les sondages plébiscitaires et leurs représentations médiatiques nous font croire qu'ils tiennent lieu de consultation démocratique !

Face aux violences on n'oppose QUE la sécurité, toujours plus de sécurité là où les seules des politiques de prévention pourraient être efficaces.

Face au sentiment d'insécurité, on imagine toujours plus de remèdes inutiles et le plus souvent injustifiables.

Depuis 2002, ce ne sont pas moins d'une vingtaine de lois relatives à la sécurité qui ont été promulguées, dont cette loi sur la prévention de la délinquance de mars 2007 qui institue la détection du trouble du comportement chez les plus jeunes enfants et autorise la théorisation de liens entre délinquance et génétique.

Je ne parle même pas des dérives sécuritaires d'aujourd'hui liant l'insécurité à l'origine des délinquants. Et ce n'est pas fini, puisque dans le cadre de « la guerre totale aux délinquants et aux voyous » décrétée au plus haut sommet de l'Etat, le Ministre de l'Intérieur n'hésite pas à déclarer : « Il y aura autant de textes, de lois, de règlements que la réponse au défi de la protection des Français l'exige. Je n'ai aucun complexe là-dessus ».

Ces discours martiaux et ces mesures sécuritaires ont-ils eu quelques effets ?

Visiblement non, car dans le même temps, l'Observatoire National de la délinquance et des réponses pénales nous informe avec l'aide de l'INSEE que 4,7 millions de Français avaient été victimes de vols et de tentatives de vols en 2009, sans même parler d'autres formes de violences, soit trois fois plus que les chiffres officiels de la délinquance qui les estiment – à partir de plaintes notamment – à 1,5 million cette année-là.

Alors que faire ?

De quelle violence devons-nous débattre ici pour ne pas tomber dans les pièges de la stigmatisation de la Corse et de certaines catégories de population ou dans ceux des discours populistes sur l'insécurité ?

De quoi devrions-nous parler afin que ce débat ait un sens aux yeux de nos concitoyens et de l'opinion publique ?

Une opinion publique d'ailleurs beaucoup moins sensible que l'on pourrait le croire à ces tours de passe-passe démagogiques, puisqu'à toutes les interrogations sur l'insécurité, elle répond que le chômage, la

précarité, le logement, le pouvoir d'achat restent en tête de ses préoccupations !

Une manière sans doute de remettre la question sociale au centre d'un débat d'où les gouvernements actuels croyaient l'avoir évacuée !

Une certaine forme de sagesse populaire finalement qui autorise nos concitoyens à hiérarchiser les formes de violence dont ils sont l'objet et qu'ils souhaitent voir traiter en priorité.

Où et comment se fabriquent donc cette violence et cette insécurité qui rongent nos sociétés ?

Quelles sont les conditions économiques et sociales de production de cette violence dont on parle tant ? A ces questions d'ordre politique, les réponses ne peuvent être que politiques !

La violence est en réalité à la fois un produit et un mode opératoire, l'énergie inépuisable qui anime en permanence les rapports économiques et sociaux et hélas à présent les rapports humains, d'un système de domination qui veut taire son nom, celui du néolibéralisme.

L'indécence des parachutes dorés, des retraites chapeaux, des salaires et des bénéfices de ceux qui avaient déjà tout et qui veulent encore plus !

Peut-on imaginer pire violence que celle de cet univers là ?

Et cet univers de quoi est-il fait ?

C'est celui d'un marchand de bonheur factice qui peut se permettre d'exprimer cyniquement toute la violence de sa philosophie politique « si tu n'as pas une Rolex à 50 ans, c'est que tu as raté ta vie ! », comme l'ultime signe de réussite d'une société néolibérale droguée de ses propres excès. Ce néolibéralisme actuel doit se définir comme l'ensemble des discours, des pratiques et des dispositifs qui déterminent un nouveau mode de gouvernement des hommes selon le principe universel de la concurrence et de la compétition... par tous les moyens !

Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui dans cet univers qui fait disparaître l'Etat comme garant des principes d'égalité, de justice et de liberté.

Il le transforme en une sorte de « grande entreprise » entièrement soumise au principe général de compétition et de rentabilité avec une seule obsession : comment faire du seul marché le principe même du gouvernement des hommes comme du gouvernement de soi au détriment de toutes les valeurs morales ?

Comment transformer toute forme de vie en marchandise échangeable et jetable à volonté, les compétences comme le travail, les talents et les savoir-faire, les être humains comme les denrées périssables, la santé comme l'éducation ?

Par quel miracle la Corse échapperait-elle à ce mouvement universel ?

Comment, en évoluant dans cet univers centré sur le profit, la violence, l'égoïsme, les hiérarchies dominants-dominés et le sexisme, les Corses pourraient-ils prétendre préserver un mode de vie différent des autres ?

La transformation rapide et anarchique de notre société insulaire, villageoise et agro-pastorale, en une civilisation urbaine débridée, a jeté brutalement les Corses dans une société privée de repères. Aujourd'hui les deux tiers de notre population vit en ville.

Oubliés le respect dû aux anciens, la solidarité et l'entraide, oubliées les valeurs familiales et traditionnelles, oubliées la frugalité de la vie et les maigres ressources d'un travail difficile... en l'espace de quelques décennies une majorité des Corses a été livrée aux délices de la civilisation moderne, du consumérisme mimétique et du paraître social... Comme ailleurs, me direz-vous, c'est le progrès !

Oui bien sûr, comme ailleurs, plus qu'ailleurs peut-être, mais sans en avoir les moyens.

Car la Corse est restée ce qu'elle était, une petite île pauvre et faiblement développée, dominée par des clans et incapable d'assurer par elle-même l'avenir de ses enfants par la production de richesses et d'emplois.

Les Corses sont entrés dans un système de compétition individuelle pour une rareté qu'ils prennent pour de l'abondance. Plus préoccupés par l'accaparement des ressources rares que par la redistribution des biens et des profits tirés du travail ou de la valorisation de

leur seul capital, leur capital foncier. Un capital que les marchés nous encouragent aujourd'hui à réaliser au plus vite afin de bénéficier de tous les bienfaits du tourisme et d'une mondialisation heureuse auxquels nous offrons encore quelque résistance !

Nous aurons sans doute l'occasion d'en reparler lors du débat qui sera consacré prochainement à ces sujets.

Nous mesurons aujourd'hui toutes les conséquences de ces transformations sociales et de notre incapacité à y faire face.

Désagrégation familiale qui touche tous les milieux sociaux, surendettement, mises en échec scolaire, situation de précarité, y compris pour certains salariés et retraités, toxicomanie, trafic de stupéfiants, difficultés de logement, accroissement des violences aux biens et aux personnes, actes d'incivilité, développement de la criminalité plus ou moins organisée, culte de l'argent facile...

Que pouvons-nous y opposer ?

A Corse Social-Démocrate, pas plus qu'ailleurs, nous n'avons de solution miracle. Nous ne pouvons proposer en premier lieu que la réaffirmation de nos principes politiques : une éthique de la responsabilité collective, la probité des acteurs, la transparence des débats et des décisions, la régulation des marchés et l'affirmation du contrôle de l'ensemble des forces démocratiques sur les choix fondamentaux de notre organisation politique et sociale.

La sécurité que nous voulons construire s'oppose en effet par nature à la violence de la précarité que nous subissons chaque jour.

C'est la sécurité d'un emploi, la sécurité d'un revenu fixe et décent, la sécurité d'un logement, la sécurité d'un accès pour tous à des services publics efficaces en matière de santé et d'éducation, la sécurité d'un avenir pour nos enfants, la sécurité d'une prise en charge pour nos anciens, la sécurité d'avoir un cadre de vie épanouissant, la sécurité de bénéficier d'équipements qui autorisent une vie normale et décente, la sécurité de pouvoir encore nous promener sans risque dans nos rues... la liste n'est pas exhaustive.

Pouvons-nous y parvenir collectivement ?

Oui, puisque ces propositions sont la raison d'être de notre combat politique. En participant à ce débat, nous signifions notre refus d'être considérés comme les pompiers pyromanes d'un système injuste et incapable d'éteindre les incendies que nous aurions nous-mêmes allumés en tant qu'élus. Par négligence devant nos responsabilités et par incapacité à exercer toutes les compétences nécessaires pour faire face à ces situations.

Oui, nous pouvons et nous devons agir, ne serait-ce qu'en décidant de mettre en œuvre au sein de cette Collectivité les politiques de changement profond et de réforme pour lesquels nous avons été élus.

En décidant aussi de travailler ensemble à la CTC sur les différentes formes de violences en associant la société civile.

En décidant enfin la création de groupes de travail efficaces qui pourraient déboucher sur la rédaction d'une charte sociale et éthique à faire signer par les différents partenaires (privés et institutionnels) avec l'engagement de lutter contre les différentes formes de violences dans leurs secteurs d'activité respectifs.

Et c'est en inscrivant ces politiques dans la durée que nous parviendrons peu à peu à inverser la spirale négative dont laquelle Corse est victime.

Pour conclure, mes chers collègues, je verserai au débat une autre question, plus philosophique peut-être. En 1848, Victor HUGO dénonçait déjà la misère et l'ignorance comme les principales causes de la violence. Au 19^{ème} siècle, l'axiome « classe laborieuse, classe dangereuse » servait de seul conducteur aux politiques mises en place pour contrôler les revendications d'un prolétariat naissant.

Dans la configuration de nos sociétés modernes où le travail n'est même plus un droit garanti dans les faits et dans les textes et où tout est devenu marchandise, faut-il fonder la politique sur une conception de l'autorité où surveiller et punir seraient les seules réponses possibles aux maux que nous aurions nous-mêmes produits ?

Ou bien devons-nous faire reposer notre conception de la politique sur l'intelligence, la raison, l'éducation, la culture, le dialogue sincère, la prévention, la justice et l'écoute des revendications et des exaspérations qui montent du fond de notre société insulaire ?

Je crois sincèrement qu'en acceptant dès aujourd'hui cette évidence, nous trouverons ensemble les raisons et les moyens d'éviter un avenir encore plus difficile à notre jeunesse appelée à construire la Corse pacifiée de demain. Pour tout ce qui a été dit par mes collègues et tout ce qui va être dit, je vous le dis très sincèrement M. le Président, je pense que ce débat aura donc servi à quelque chose.

Je vous remercie.

M. Jean-Charles ORSUCCI remplace le Président BUCCHINI

La parole est à Josépha.

Mme Josepha GIACOMETTI

Merci.

M. le Président,
Chers collègues,

Nous sommes aujourd'hui appelés à débattre de la violence dans notre île. Il est difficile pour chacun d'entre nous de trouver le ton juste, la posture qu'il convient d'adopter.

Alors la première des questions que nous devons nous poser est celle de notre rôle et de la contribution que nous allons pouvoir apporter au travers de ce que nous dirons aujourd'hui, au travers des déclarations ou des propositions que nous pourrions formuler, nous allons chacun et peut être tous ensemble envoyer un message fort à notre peuple. Et là je crois que l'attente est réelle et que notre responsabilité est grande.

Mais tout d'abord lorsque l'on décide de débattre sur un sujet quel qu'il soit, il faut avant tout en définir les contours, la nature, les causes et les conséquences.

Alors l'autre question sera qu'est-ce que la violence ? Quelles sont ses causes ?

Qu'engendre-t-elle sur notre société ? Quelle est son impact réel ?

Pour ce qu'il s'agit des causes, je crois que la situation que nous vivons ou plutôt que nous subissons aujourd'hui, est le résultat de choix politiques délibérés.

Car oui, chacun d'entre nous le sait ici, en Corse sûrement plus qu'ailleurs, l'action de la justice a été souvent subordonnée à la situation politique.

L'Etat en Corse porte la responsabilité des choix qui ont conduit à ce que nous connaissons aujourd'hui.

Pour preuve l'acharnement répressif que subit depuis de nombreuses années le mouvement national montre bien où l'Etat a choisi de placer les curseurs de son action.

Parallèlement certains choix politiques faits en Corse ont favorisé la mise en place d'une économie souterraine en aiguisant les appétits spéculatifs les plus féroces. Eh oui, M. de ROCCA SERRA, ce sont des choix politiques qui bien souvent ont conduit la Corse où elle en est aujourd'hui ! Alors, nous n'avons certainement pas de leçon à recevoir de quelqu'un qui a donné le top de la désanctuarisation de notre île.

D'autre part, on ne peut évoquer un phénomène qui touche aujourd'hui notre peuple, en l'occurrence ici la violence, sans le mettre en miroir avec l'état général de la société corse. Car le corps social bien que multiforme est un tout.

Alors il convient de faire un rapide état des lieux.

En Corse des décennies de système claniste et clientéliste ont mis notre société sous perfusion.

Nous enregistrons un taux de déscolarisation anormalement élevé, de plus en plus de jeunes sortent du système scolaire sans aucun diplôme, ni qualification.

Le nombre de chômeurs est alarmant.

Plus de 20 % des foyers insulaires vivent sous le seuil de pauvreté. C'est là aussi une forme de violence sociale.

L'accès à un logement décent est de plus en plus difficile pour de nombreux Corses.

La dépossession foncière s'accélère de manière inquiétante.

Alors de nouveau se pose ici la question que j'évoquais en préambule, celle du rôle que nous avons à jouer tous ici. Je parlais au début et encore une fois de certains choix politiques qui avaient été faits et qui ont favorisé les appétits spéculatifs, en ce domaine nous avons dans cette Assemblée le pouvoir de ne pas commettre ou recommettre certaines erreurs. Les choix que nous ferons en matière de foncier, de logement, d'aménagement du territoire, d'accès à l'emploi, détermineront le modèle de société que nous voulons mettre en place.

A côté de cela, force est de constater que nous sommes face à la forme la plus pernicieuse du processus de colonisation, celle de l'esprit.

Oui, nous sommes aujourd'hui face à l'émergence d'une culture hybride, où le culte du voyou et de l'argent facile menace notre jeunesse, ou Tony Montana, glorification cinématographique de l'ascension sociale par la drogue fait malheureusement figure de héros.

De plus en plus de jeunes sont attirés par l'illusion d'un quotidien doré cédant aux paradis artificiels et éphémères qui se transforment bien souvent malheureusement en enfer, tournant le dos aux valeurs réelles qui fondent notre société.

Cette perte de valeurs, finalement, cette perte d'identité, nous en portons tous une part de responsabilité. Car en tant que représentants élus du peuple Corse, en tant qu'autorité morale, nous devons être nous aussi les garants de la transmission de ces valeurs, de la transmission de notre identité.

Nous avons la charge de trouver les voies et moyens à la jeunesse de ce pays de s'épanouir pleinement, d'entreprendre, de connaître son histoire, de parler sa langue. Cela peut vous paraître à côté peut-être du débat d'aujourd'hui, or je crois que ça ne l'est pas tant que ça. Car on ne peut savoir où l'on va si l'on ne sait qui l'on est.

Là encore se pose la question du rôle de cette Assemblée, la formation de notre jeunesse est une compétence que nous devons utiliser au mieux, nous devons être en capacité d'offrir aux jeunes des perspectives d'avenir, qu'ils n'aient pas pour seul choix que de se développer à côté d'eux-mêmes.

Actuellement, dans la situation dramatique que nous connaissons, nous avons l'impression que le pouvoir se contente encore une fois de compter les points. En tant qu'élus du peuple Corse, en tant que Corses simplement, nous ne pouvons nous résoudre à banaliser les assassinats, nous n'en avons simplement pas le droit, nous ne pouvons nous externaliser de la situation, elle nous touche directement.

Des dizaines de familles corses sont plongées dans le deuil et dans la douleur.

Dans une société de proximité comme la nôtre, où tout le monde se connaît, se côtoie, ces drames, indubitablement atteignent au-delà des individus, notre corps social, le fragilise et si nous n'y prenons pas garde, ils finiront par le nécroser. Et aucun d'entre nous ne peut et ne doit y être indifférent.

Enfin, je crois qu'aujourd'hui en priorité, c'est à la jeunesse qu'il nous faut nous adresser.

Pour, en quelque sorte illustrer mon propos, je citerai un célèbre révolutionnaire Ernesto Che Guevara qui disait que :

« L'argile fondamentale de notre œuvre est la jeunesse. Nous y déposons tous nos espoirs et nous la préparons à prendre le drapeau de nos mains. »

Alors vous savez tous ici la couleur du drapeau auquel nous pensons pour notre part, mais ce qui me parle surtout dans cette citation, c'est qu'elle illustre parfaitement tout l'enjeu de l'exemple que nous devons donner et toutes les responsabilités qui sont les nôtres. L'argile est une matière fragile qui se façonne, alors de quoi voulons-nous façonner notre jeunesse, quel chemin voulons-nous lui tracer, quelle Corse voulons-nous lui préparer ?

Mes chers collègues, je me permettrai de m'adresser aux Corses directement, aux jeunes Corses en particulier pour leur dire de tourner le dos à un modèle de société fondé sur l'argent roi, la dérive mafieuse, de tourner le dos aux tentations morbides, de dire non à la drogue car aujourd'hui malheureusement c'est un fléau qui nous menace, la drogue, au-delà des ravages qu'elle occasionne sur la santé, annihile la pensée et procure un sentiment de toute puissance qui s'avère éphémère et destructeur, elle favorise les comportements violents, les dérives, elle conduit à la dépendance et à l'aliénation.

Je voudrais dire à la jeunesse corse qu'elle doit être actrice de son devenir, beaucoup des combats de ces dernières années ont abouti à des avancées significatives dans ce pays.

Pour nous jeunes Corses d'aujourd'hui les combats sont différents mais encore nombreux et difficiles, nous nous devons de les mener pour la Corse en laquelle nous croyons, pour les valeurs que nous défendons et qui sont celles que nous ont laissé ceux qui nous ont précédé.

Pour ma part, je suis de cette jeunesse qui a fait le choix de croire en l'avenir de la Corse, je suis de cette jeunesse qui veut œuvrer au développement de ce pays, alors comme des dizaines d'autres jeunes, je me refuse au fatalisme qui en ces heures difficiles pourrait nous atteindre.

Nous devons d'une seule voix, dans cette Assemblée et au-delà, affirmer notre refus d'un certain modèle de société.

Nous sommes aujourd'hui réunis au sein de cette hémicycle autour de la question de la violence, finalement au-delà de cette question douloureuse et de la recherche des moyens d'en sortir, c'est bien la question du choix de société qui se pose à nous.

Allora, cari culleghi, ancu se e nostre pussibilità d'agisce nantu à a quistione di a viulenza ci parenu, scarse, in quantu d'eletti di u populu Corsu, in quantu di riprissententi leghjittimi, ci tocca à da l'esempiu in ogni scelte pulitiche che no feremu, in ogni decisione che no piglieremu. L'aghju dighjà ammintatu certe scelte pulitiche ponu favurizà a messa in piazza di un ecunomia sottuterrania, chi porta in sé tutti i malanni. Ci tocca à un sbaglià si di via postu che no sapemu chi daretu à ogni scelta s'india l'avvenne di u nostru paese.

A ringrazia vi.

M. Jean-Charles ORSUCCI

Je vous remercie.

Alors je ne sais pas si cela se fait véritablement, mais je vais me donner la parole en vous disant, et je m'en excuse d'ailleurs, que je n'avais pas préparé de texte pour cette session – vous remarquerez que je suis le seul de mon groupe à m'exprimer – parce que c'est vrai comme vous tous,

comme beaucoup l'ont dit aujourd'hui, la question de l'utilité de ce débat se posait et elle se faisait jour au sein même de notre groupe.

Evidemment, beaucoup d'interventions ont été particulièrement intéressantes et nous ont interpellés les uns comme les autres. Souvent ce qui a été dit par l'ensemble de mes collègues, je crois que je peux y adhérer à quatre-vingt ou quatre-vingt dix pour cent.

Il y a peut-être plus de questions que je me pose aujourd'hui et encore même au moment où j'interviens que de véritables réponses à apporter.

Avant tout, cela a été dit maintes fois, cette question de la violence ne peut être réglée que par les missions régaliennes, missions qui aujourd'hui appartiennent à l'Etat. Certains parmi vous, je sais, rêvent un jour d'exercer ces missions, en tout cas je n'en fait pas partie car aujourd'hui si je suis français et si je veux le rester, c'est parce que j'ai l'intime conviction que ce n'est pas en Corse que nous réglerons ces problèmes de police et de justice.

Gilles l'a dit tout à l'heure, évidemment il y a la proximité des gens qui souffrent et il y a la proximité aussi des gens qui commettent ces crimes et qui pour nous tous posent problème. Je ne pense pas qu'il y ait dans cet hémicycle de gens plus ou moins vertueux : nous souhaitons tous pour nos enfants un avenir paisible, un avenir de paix évidemment, mais un avenir de paix assuré sur un développement économique.

Je partage certaines réflexions de Camille de ROCCA SERRA, notamment lorsqu'il dit qu'aujourd'hui le développement économique quelque chose dont on peut se féliciter les uns et les autres.

Sur le travail de la police et de l'Etat, c'est un ressenti, je n'ai pas d'éléments probants à vous mettre en avant, mais je crois qu'aujourd'hui l'Etat fait encore son travail en matière de police et de justice ; il ne le fait sûrement pas suffisamment bien, mais cela doit être vrai dans d'autres régions françaises et comment pourrait-il en être autrement !

Michel et Etienne ont pointé du doigt, et ils ont bien fait, la politique de révision générale des politiques publiques. Comment voulez-vous être plus performant lorsqu'on décide d'enlever des moyens à la police, à la douane et surtout à la Justice ? Car en Corse, je pense que s'il y a un service qui mérite d'être renforcé, c'est bien le service de la justice.

J'ai lu aussi ce matin les déclarations du Président du Conseil Général de la Corse du Sud, je n'ai pas grand-chose à redire ici, mais je ne crois pas que la politique de la chaise vide dans cet hémicycle soit une bonne position. Je reviendrai sur son absence un tout petit peu plus tard.

On souhaite tous police et justice faites de façon sereine, appliquées de façon sereine, non pas ciblées, c'est vrai, pendant des années uniquement à l'encontre du mouvement nationaliste. Je pense que cela a été une des priorités de l'Etat, parce que l'Etat a des missions et en Corse sûrement c'était une de ses priorités ; j'espère qu'il en est revenu. Mais je le dis aussi en regardant Jean-Guy, que je ne me satisfais pas forcément de l'analyse de Brice HORTEFEUX, Ministre de l'Intérieur. Il a beau m'expliquer que le problème n'est pas lié à la clandestinité, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, j'estime que la clandestinité porte en elle les risques de dérives. Cela a été le cas par le passé et je gère aujourd'hui une commune dont l'histoire démontre que la clandestinité a engendré des dérives graves, des dérives meurtrières.

Je sais, en vous regardant aussi, que vous êtes convaincus comme moi qu'il faut en sortir et que vous travaillez (les élus qui sont dans cette salle et d'autres à vos côtés) pour sortir de cette difficulté. J'ai entendu le message de Gilles dénonçant des dérives de l'Etat ; il n'est pas question pour nous aujourd'hui de les nier, mais je crois que nous devons tous avoir à l'esprit que la clandestinité ne peut pas être porteuse d'espoir : bien au contraire ; les dérives d'hier se reproduiront demain.

Sur ces problèmes de police et de justice, je mets en garde quand même aussi l'Etat. Ce que nous souhaitons tous ici dans cet hémicycle, ce n'est pas un retour à l'Etat BONNET, parce que nous avons connu ces dérives-là aussi où lorsque nous allions travailler le soir nous étions contrôlés deux à trois fois par la gendarmerie nationale. En tant que membre de la Ligue des Droits de l'Homme, je me félicite des positions de cette dernière, nous ne rêvons pas d'un Etat où nous observons des dérives xénophobes et sécuritaires, la lutte contre les immigrés, contre les syndicats. Ce que nous voulons, c'est après avoir appréhendé correctement les causes – et je crois que nous pouvons partager ici certaines causes – il faudra surtout réfléchir aux propositions.

Ce qui m'a intéressé dans le débat de ce matin, ce sont les différentes propositions qui ont été faites : celle de renforcer l'action de la Cour Régionale des Comptes ; même si je ne partage pas l'idée de Jean-Guy de créer une nouvelle Cour Régionale des Comptes. Alors je n'ai peut-être pas très bien compris, mais il nous expliquera...

BROUHAHA

Je souhaiterais plutôt son maintien avec des moyens et une action renforcée. Je ne suis pas favorable à la création, encore, par notre Collectivité d'un outil alors que nous avons tant de choses à exercer, tant de missions à mettre en œuvre. Je vous mets en garde contre le fait que l'Etat est en train de nous transférer en permanence des tâches supplémentaires sans nous donner les moyens d'exercer ces tâches.

Donc je dis à l'Etat que sur ses missions régaliennes, police et justice, il doit renforcer son action en Corse. Aujourd'hui, les maires qui sont dans cet hémicycle savent qu'il n'y a plus de présence des services de l'Etat pour contrôler les marchés publics. Nous souhaitons un renforcement de l'Etat pour qu'il n'y ait plus de suspicion vis-à-vis des élus qui exercent souvent dans des difficultés très fortes.

Des propositions ont été faites pour lutter contre le port d'arme. Je dis, Gilles, qu'il faut aller même au-delà du port d'arme. Ce mythe de l'arme à feu en Corse se traduit par des chiffres qui sont incontestables sur la présence des armes dans les familles. Nous devons lutter aujourd'hui contre ce mythe de l'arme à feu car une société civilisée ne glorifie pas les armes. Alors je ne dis pas que les tireurs sportifs sont des assassins potentiels, mais quand même leur nombre doit nous interpeller et je vous invite à réfléchir sur ces chiffres-là, parce que ce n'est pas forcément le signe d'une société qui va bien. Aujourd'hui il faut lutter contre le port d'arme et contre le mythe de l'arme à feu.

Il faut lutter aussi contre la toxicomanie, c'est vrai. Je pense que notre Collectivité a les moyens de renforcer son action en la matière et nous devons le faire de façon concrète.

J'en termine en disant qu'en matière d'urbanisme, je partage le sentiment de Paul-Félix BENEDETTI quand il dit que pèsent sur les maires de graves responsabilités lorsqu'ils tiennent le fameux stylo sur le document d'urbanisme.

Je me suis déjà fait l'écho au sein même de la majorité et du Président du Conseil Exécutif, que je souhaitais voir une réflexion approfondie sur la bonne échelle de décentralisation. Je le dis dans cet hémicycle, je ne suis pas sûr que dans le cadre de la décentralisation, et pourtant je suis un décentralisateur convaincu, avoir confié aux maires ce pouvoir plein et entier ait été la meilleure des choses. J'attends peut-être

une réflexion au sein de notre propre Collectivité pour aider les maires face aux pressions auxquelles ils doivent faire face, les pressions familiales, amicales, villageoises. Tenir le stylo, cela veut dire aussi aider les maires lorsqu'il va falloir interdire la présence de paillottes à tel ou tel endroit. Là aussi, nous avons besoin, les uns et les autres, de décisions courageuses et la petite expérience qui est la mienne depuis 2008 me fait dire qu'on veut parfois faire le bonheur des gens malgré eux.

Camille l'a exprimé tout à l'heure et il a raison, moi je me félicite du développement économique de la Corse depuis cinquante ans. Bien évidemment, la pègre ou la voyoucratie étaient moins intéressées par la Corse dans les années 50. Le développement économique va susciter des convoitises.

Le petit parallèle que j'ai fait avec l'urbanisme est le suivant : j'aurais dû mener une étude sociologique, voire partisane, des gens qui défilent dans mon bureau pour obtenir ce droit à construire, ce droit pour mettre des paillottes et ces nouvelles AOT ; et vous seriez surpris de l'appartenance politique et du profil de ces gens qui démarchent les maires. Il va falloir avoir le courage de faire le bonheur des Corses malgré eux.

Je finis juste en souhaitant tout comme vous qu'on aborde plutôt les causes et les solutions qui nous permettront de répondre à ces problématiques de la violence, auxquelles il nous faut faire face, non pas pour nous, cela a été très bien dit par Josépha juste avant, mais pour notre jeunesse.

Je vous remercie et je donne la parole à François.

M. François TATTI

Merci.

L'heure avance et je vais essayer de ramasser un peu mon propos.

D'abord pour dire que je me réjouis de cette initiative de Dominique BUCCHINI, parce que je vois à travers ce débat, je vois à travers l'intérêt qui a été porté par l'ensemble des collègues, l'amorce, le début d'un travail de fond qui va donner du sens supplémentaire à notre action politique.

Je crois que nous avons besoin de faire ce travail car il est difficile de continuer à parler de développement, de solidarité, d'équilibre des territoires quand le quotidien de nos concitoyens est fait de meurtres, de crimes, de délinquance, de drogue et de misère.

Par conséquent, encore une fois, même si certains d'entre nous ont choisi de ne pas s'y associer, je pense qu'ils y viendront parce que c'est un travail indispensable et il ne doit pas être... C'est le début, c'est très bien et je pense que ce sur quoi il doit déboucher, ce n'est pas un travail sur la violence d'un côté, et un travail sur notre activité ordinaire de l'autre, mais c'est bien de concevoir notre action quotidienne ordinaire, l'action de notre Collectivité et celle des autres sur lesquelles nous pouvons aussi induire une politique qui effectivement prenne en compte cette dimension car elle est capitale dans l'ensemble de nos activités.

Quelles sont les questions qui se posent à nous et que j'ai entendues ce matin ?

D'abord quel est le rapport de notre société à la violence ?

C'est un thème récurrent, ce qui est nouveau et qui est à mon sens extrêmement grave, c'est le rapport de la jeunesse à la violence, à la délinquance comme aux autres formes de violences.

L'autre question qui se pose, c'est quelle est la responsabilité de l'Etat dans cette situation ?

Enfin la troisième, c'est quelle est la nôtre ? Quelle est celle des élus que nous sommes, des élus de l'Assemblée, des autres élus dans ces dérives que la Corse a connues ?

Il est clair que les responsabilités sont partagées, c'est un problème de société, par conséquent nous sommes partie prenante de ce problème et il nous appartient d'agir pour y apporter notre part de réponse.

Toutes les violences sont à traiter, mais je souhaiterais, pour ma part, que l'on privilégie trois thèmes de réflexion importants.

C'est vrai, cela a été dit déjà à plusieurs reprises, le thème du grand banditisme de la criminalité organisée en Corse devient un thème central, doit devenir un thème central de réflexion parce que c'est un problème majeur.

Le deuxième thème, c'est bien entendu la violence politique.

Et le troisième sur lequel je vais insister, c'est la question de la délinquance ordinaire et également de l'autre délinquance.

La violence politique ou du moins ses manifestations ont diminué, c'est la raison pour laquelle on peut effectivement débattre de l'ensemble des autres phénomènes, mais ce n'est pas parce qu'elle a diminué qu'elle a disparu, et ce n'est pas parce qu'elle a diminué que l'ensemble des problèmes sont réglés.

Evoquer la question du grand banditisme aujourd'hui, c'est se souvenir que cette question ne date pas d'aujourd'hui. Dès les années 90, peu de gens ont dénoncé à ce moment-là le début des manifestations du grand banditisme et c'était pourtant dès cette époque-là qu'il fallait commencer à agir. A cette époque, peu d'élus, peu de responsables, et quelques-uns sont ici, se sont préoccupés de cette question et beaucoup ont même critiqué certaines initiatives qui ont été rappelées, notamment celle de la municipalité de Bastia qui a consisté à baptiser une rue du nom du Juge FALCONE qui venait d'être abattu par la mafia en Sicile.

Alors c'est vrai qu'il faut garder aux choses leur proportion et les choses ne sont pas égales. Mais clairement, il est aussi important de donner des signaux à la population et de manifester notre intérêt politique pour ces questions aussi par des symboles. C'était un symbole important, il était un peu isolé et je crois qu'on peut le regretter.

Je vais commencer par évoquer ce qui me semble être la part de l'Etat dans ces problèmes-là et probablement également le travail qu'il faudra faire avec les responsables de l'Etat, parce que l'Etat n'a pas toujours été au rendez-vous, il faut bien le reconnaître.

Durant les périodes de plomb il n'a pas assumé sa responsabilité qui consistait à effectivement exercer le monopole de la violence légitime. C'était son rôle, c'était sa responsabilité et il ne l'a pas pris à bras-le corps. Il a failli, notamment lorsqu'il a été ambigu avec les violents clairement, lorsque les gouvernements ont tenté des négociations plus ou moins clandestines avec des résultats extrêmement décevants pour eux et parfois grotesques que cela a eu. Il a failli également lorsqu'il n'a pas mis les

moyens pour enrayer la montée du grand banditisme en Corse. Il y a une période de notre histoire très récente où il était possible de faire des choses, à mon sens, beaucoup plus simplement d'aujourd'hui, chacun se souvient du bilan extrêmement ténu, pour ne pas dire misérable, d'un fameux pôle financier qu'on avait installé en Corse à grands renforts de publicité et auquel on n'a jamais donné aucun moyen d'exercer sa responsabilité. Cela, ce sont des fautes graves de l'Etat que nous payons aujourd'hui et nous allons les payer, à mon avis, très fort.

Force est d'admettre que sur certains points, depuis notamment le référendum de 2002, un certain nombre de choses a changé. Le rappel à l'ordre qui a été fait par la population de Corse contre un certain nombre de dérives de l'Etat a été entendu et aujourd'hui il y a une action, je ne sais pas si elle parfaite, je ne sais pas si elle est efficace, mais à tout le moins elle est lisible et claire pour beaucoup.

Aujourd'hui, donc je parle du passé, les choses sont ce qu'elles sont et on est en train de construire une nouvelle dérive. Je considère que l'Etat (cela a été dit à plusieurs reprises) relâche de manière extrêmement coupable son effort sur la petite délinquance, sur la délinquance ordinaire, sur tout ce qui peut sembler anodin, sur tout ce qui ressemble parfois à du chapardage, ressemble parfois à des questions mineures ; or, ce sont des questions extrêmement graves qui vont conduire la Corse dans le mur, à des affrontements entre bandes et qui vont conduire la Corse à des situations dramatiques. Je connais des gens et vous en connaissez tous. Moi j'ai rencontré il y a quelque temps un père de famille très digne et très respectable qui me disait qu'il attendait certaines heures pour sortir de chez lui, parce qu'il ne voulait pas croiser certains groupes de jeunes qui habitaient son escalier.

Cela veut dire que quelqu'un est obligé de réfléchir pour savoir s'il peut passer à certaines heures ou s'il ne peut pas passer. Voilà les situations que vivent certains de nos concitoyens aujourd'hui et sur cette question-là, l'Etat est coupable parce qu'il ne fait pas ce qu'il faut pour réprimer ces actes qui sont parfois des actes extrêmement mineurs et dont la répression s'arrête parfois à la réprimande. Il ne faut pas attendre que les actes deviennent extrêmement graves pour agir, parce qu'ensuite les choses ne sont pas récupérables de la même manière.

Enfin et cela a été dit sur la question de l'Etat, l'Etat relâche son effort sur le contrôle qu'il doit exercer sur l'ensemble des activités humaines en Corse. Je veux parler de la police de la mer, de la police financière, de la Chambre Régionale des Comptes, de la police de l'environnement. Il n'y a plus personne sur le terrain ! La RGPP est en train de créer des zones de non droit où il se fait n'importe quoi et ensuite, effectivement, les rodomontades politiques du Gouvernement ressemblent à des pièces comiques. Aujourd'hui, nous sommes en train de construire une situation détestable pour demain et il faut également que notre Collectivité, j'avais déjà posé une question orale récemment et je réinterpellerais le Préfet cet après-midi sur ce problème, il faut qu'il joue son rôle.

La question de la délinquance, bien entendu, ne s'arrête pas à la répression, c'est un travail de fond et ce travail, je sais que nous le conduirons ensemble, parce qu'il porte sur la résorption des inégalités sociales, sur le logement, sur l'ensemble des autres aspects, sur la culture, sur le vivre ensemble. Ce travail-là est également indispensable, mais chacun doit jouer son rôle.

L'autre question, c'est la question du grand banditisme. Alors on peut se demander ce que fait l'Etat, mais on peut se demander aussi ce que nous faisons nous-mêmes sur cette question. Comment faire pour que les sommes considérables des collectivités locales et nous sommes un des premiers investisseurs, un des premiers pourvoyeurs de fonds publics, dans notre économie, comment faire pour que ces sommes ne soient pas détournées de leur destination ? C'est une question majeure à mon sens ! Comment faire pour que nous structurions des filières saines économiquement ?

La question n'est pas simple, elle est très complexe et c'est une question du quotidien. Moi j'ai un exemple dont je vais parler une minute, c'est la question des déchets dont je me suis un petit peu occupé et hélas, on n'a pas encore fini le parcours. Sur la question des déchets, il y a quelques années, on parlait de la décharge sauvage et on avait des embryons de structuration. Et au moment où on a commencé à s'en préoccuper, beaucoup avait des préoccupations légitimes environnementales et de mode de traitement et nous, nous avons aussi la préoccupation de savoir quel était cet argent, où allait-il et qu'est-ce qu'on

allait en faire demain ? Et on a travaillé pour faire en sorte de créer une filière qui soit – je ne dis pas qu'on est arrivés au bout – saine. On sait que les déchets c'est beaucoup d'argent, en Corse, c'est 60 à 70 M€ l'économie des déchets chaque année qui sont déployés sur le territoire.

Alors on avait le choix, pour aller vite, parce qu'il y avait une pression populaire, économique et même juridique et parfois pénale de la part des autorités de l'Etat. On avait le choix entre aller vite et s'inscrire dans des partenariats privés dont nous n'aurions pas maîtrisé grand-chose, ou bien choisir de faire des opérations que nous maîtrisions, c'est-à-dire des opérations publiques, complètement publiques que nous aurions maîtrisées. Nous avons fait ce choix et aujourd'hui deux centres de stockage sont propriété publique et il y a quelques jours j'ai signé un acte d'achat pour un centre de stockage public, encore une fois, à Cervione pour le mettre à niveau.

Voilà, c'est un exemple d'intervention qui n'est pas parfait et ne me faites pas dire ce que j'ai dit et ce que je n'ai pas dit, c'est que tout ce qui tourne autour des déchets, si c'est privé, c'est tordu, ce n'est pas du tout ce que je veux dire. Mais ce que je veux dire, c'est qu'on sait très bien que quand il y a autant d'argent qui circule dans un domaine qui est en création, on a intérêt à le maîtriser et pour le maîtriser, il faut qu'on soit porteur et très fortement porteur.

Ma question à mes collègues, c'est de savoir qu'est-ce que l'on peut faire sur l'ensemble des filières ? Est-ce qu'il y a des filières qui ont besoin qu'on intervienne de cette manière-là en Corse pour les structurer et faire en sorte qu'on arrive à des réponses concrètes dans ces domaines-là ?

L'autre réflexion de la Collectivité qui nous appartient en tant qu'élus, c'est celle qui porte sur notre pouvoir réglementaire. Je ne vais pas m'y attarder parce que cela a déjà été dit, mais la clarification de la règle de la loi Littoral va être un progrès énorme, parce que dans l'obscurité des règles aujourd'hui, on sait comment peut se développer l'économie.

Par conséquent, avoir choisi - et j'espère que nous irons dans cette direction ensemble – un PADDUC qui est autorité sur l'ensemble des

autres documents d'application, qui est également autorité sur les tiers et à choisir un PADDUC qui va pouvoir préciser cette loi Littoral, non pas l'adapter, non pas l'assouplir, mais la préciser, c'est indispensable, c'est là aussi le début d'un changement important dans le domaine de l'urbanisme.

Peut-être y a-t-il d'autres domaines ? Notre activité quotidienne d'élus de cette Collectivité doit avoir en tête systématiquement que chaque décision a une application économique et peut avoir une implication criminelle également.

Enfin et j'en terminerai par là pour être bref, que fait-on avec la violence politique ? On en a beaucoup parlé, tous les démocrates que nous sommes peuvent considérer qu'elle devient désormais extrêmement anachronique. Chacun a envie d'avancer, chacun a envie de proposer des choses nouvelles, mais à un moment donné, il faut être clair par rapport à ces questions-là !